BQ, 31 janvier 2013

Date : 31/01/2013
Pays : FRANCE
Papier : 10-8
Rubrique : EVENEMENTS ET PERSPEC...
Rédacteur : Couderc

Le Sénat a adopté, à l'unanimité, la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat

Le Sénat a adopté, à l'unanimité, dans la nuit de mardi à mercredi, la proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat (cf. "BQ" du 24 novembre). Cette proposition avait été déposée par M. Jean-Pierre SUEUR, (PS, Loiret), président de la commission des Lois du Sénat, et Mme Jacqueline GOURAULT, (UDI-LC, Loir-et-Cher), présidente de la Délégation aux collectivités territoriales.

Les sénateurs avaient par ailleurs adopté à la quasi-unanimité une autre proposition de loi de Mme Jacqueline GOURAULT et M. Jean-Pierre SUEUR créant un Conseil national chargé du contrôle des normes applicables aux collectivités locales (cf. "BQ" du 24 novembre).

Ces nouvelles mesures doivent "favoriser l'accès aux mandats locaux", en particulier pour les salariés alors qu'actuellement ils sont défavorisés, en particulier par rapport aux retraités ou aux fonctionnaires, et protéger les élus des petites communes, ont souligné M. SUEUR et Mme GOURAULT. Le texte prévoit notamment de fixer au taux maximal l'indemnité versée au maire dans les communes de moins de 3500 habitants, entre 646,25 euros et 1634,63 euros selon la taille de la commune. Actuellement, cette indemnité fait l'objet d'un vote du conseil municipal et peut être réduite. Il abaisse de 20 000 à 10 000 habitants le seuil démographique des communes dans lesquelles les adjoints au maire et les vice-présidents d'intercommunalité bénéficient du droit à suspension du contrat de travail. La durée de perception de l'allocation de fin de mandat passera de son côté de 6 mois à un an tandis qu'est instauré un plancher pour les dépenses de formation des élus.

Les sénateurs ont en outre décidé de verser au budget de la collectivité de l'élu - commune, département ou région - la part dépassant le plafond d'indemnités fixé par la loi en cas de cumul de mandats. Ils ont créé une formation obligatoire des élus ayant des responsabilités exécutives au cours de la première année de leur premier mandat.

Regrettant également le "manque d'ambitions" du texte, M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE, Var) a craint que "ces mesures limitent le statut de l'élu annoncé par François HOLLANDE". "Si ce texte apporte des améliorations considérables pour les élus locaux, néanmoins, il ne peut pas se substituer à un véritable statut de l'élu que nous appelons de nos vœux", a-t-on indiqué auprès du groupe PS.

Le Sénat a en revanche rejeté plusieurs amendements créant une convention collective des collaborateurs d'élus. Soulignant l'intérêt de ces amendements, Mme Marylise LEBRANCHU, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique, a estimé qu'ils n'étaient pas dans le cadre du texte étudié, au cours d'un débat qui a permis à l'ensemble des orateurs de se féliciter du travail de leurs collaborateurs. Ces amendements très voisins, déposés par des sénateurs de chaque groupe parlementaire, prévoyaient la création d'une branche professionnelle "collaborateur d'élu". Ils visaient "à clarifier et organiser les relations du travail en conformité avec la législation du travail et en toute transparence, afin de moderniser l'organisation de la vie politique en France", ont souligné leurs défenseurs.

Tous droits de reproduction réservés